

METTRE FIN à la **CRISE** sanitaire et environnementale



À propos...

ANIMATEUR Michel WILSON INTERVENANT-E-S

André CICOLELLA
Réseau Environnement Santé
Jacqueline COLLARD
Santé Environnement Rhône-Alpes
Maria PELLETIER
Génération Futures
Michèle RIVASI
eurodéputée

L'atelier a réuni près d'une quarantaine de personnes. L'animation de l'atelier, assurée par **Michel WILSON** a utilisé les techniques choisies parmi celles transmises par **SCICABULLE** : brise-glace par le classement alphabétique des prénoms, réponse collectives (*brain storming*) à deux questions : « quels signes de la crise sanitaires identifiez vous ? » et « quelles sont pour vous les responsabilités dans cette crise sanitaire ? ».

Ensuite, les intervenant-e-s invité-e-s ont réagi et apporté des précisions et compléments sur ces observations. Puis par groupes de 3 ou 4 puis de 6, les participant-e-s et les intervenant-e-s ont élaboré collectivement des pistes d'actions prioritaires qui ont été classées par ordre de priorité par le groupe. Mais la totalité des propositions sont rapportées dans ce compte-rendu.

Agir ?

1. Revoir la formation initiale / continue des professionnels de santé en
 1. santé environnementale
 2. prévention
 3. sciences humaines
 4. Solidarité
2. Recherche indépendante / accès aux données au niveau Européen → une étude synthétisante
3. Priorité prévention – consultations préconceptionnelles
→ éducation des futurs parents
4. Formation / éducation
5. Recherche → données
6. Système de santé avec évaluation sanitaire / initiative citoyenne européenne
7. Faire appliquer un droit opposable à un environnement sain (saisine citoyenne)
8. Une autorité indépendante de santé publique
9. Comités citoyens formés (ex : Testard) par les ONG
10. Initiatives locales / nationales pour interdire les produits nocifs à l'environnement
11. Médiatisation, information, boycott
12. Recherche indépendante. Partir des causes

Pour moi un signe qu'il y a une crise sanitaire mondiale :

- | | | |
|---|--|--|
| ➔ Maladies chroniques | ➔ Pathologies émergentes (par ex électrohypersensibilité) | ➔ Maladies cardiovasculaires en hausse |
| ➔ Maladies chez les jeunes enfants | ➔ Maladies auto-immunes, troubles de l'immunité | ➔ Gaspillages |
| ➔ Maladies du système nerveux | ➔ Hyperactivité de l'enfant en hausse | ➔ Maladies de la fin |
| ➔ Allergies | ➔ Déséquilibres de la biodiversité, climatique... de toutes sortes | ➔ Sédentarité |
| ➔ Cancers en augmentation | ➔ Baisse de l'espérance de vie | ➔ Diabète |
| ➔ Obésité des enfants et de populations jusque là non sujette | | ➔ Infertilité masculine et féminine |
| | | ➔ Autisme |

Pour moi les responsabilités de cette crise sont

- ➔ Absence de prévention
- ➔ Industrie pharmaceutique,
- ➔ Politiques
- ➔ Économiques Lobbies industrie
- ➔ Désinformation
- ➔ Pas de recherche indépendantes
- ➔ Pouvoir des multinationales
- ➔ Responsabilité des pays riches (pour la crise au Sud)
- ➔ Manque de prise de conscience
- ➔ Action en justice difficile
- ➔ Pas d'expertise indépendante
- ➔ Cloisonnement
- ➔ Publicité
- ➔ Pollutions
- ➔ Recherche du profit sans fin
- ➔ Manque de démocratie sanitaire
- ➔ Impunité, autocontrôle



Au cours de cet atelier, les participant.e.s ont pu s'exprimer sur les signes qu'il existe une crise sanitaire mondiale, et sur les causes de cet état de fait. Beaucoup ont remarqué la recrudescence de nombreuses pathologies, mais aussi des allergies, de l'obésité, du diabète... tout cela étant le produit de plusieurs facteurs déclencheurs. Les industriels tout comme les politiques ont été montrés du doigt, en particulier l'impunité dont profitent les grands groupes industriels ainsi que la désinformation des citoyen.ne.s, qui empêche l'existence d'une démocratie sanitaire.

Maria PELLETIER Il est nécessaire d'informer quand aux répercussions des choix individuels, à la fois sur sa propre santé, mais aussi sur celle des autres : en modifiant nos comportements, nous pouvons reprendre le pouvoir sur nos vies et interpeller les responsables politiques. Cette prise de conscience est d'autant plus importante que les institutions décisionnaires sur les sujets de la santé sont bien souvent déséquilibrées au profit des industriels, dont de nombreux représentants font entendre leur voix dans ces structures.

André CICOLELLA Le diabète est un marqueur important des problèmes sanitaires contemporains, dans la mesure où le nombre de malades a doublé en 20 ans, à cause de nos modes de vie (la malbouffe, la sédentarité et l'exposition aux perturbateurs endocriniens). Mais cette pathologie n'est pas la seule à être en inquiétante progression, à l'exemple de l'infertilité croissante, notamment dans la région de Toulouse où elle a reculé de 40% en 16 ans. Ceci est particulièrement problématique puisque c'est un phénomène transgénérationnel (on note par exemple une baisse de 50% de la qualité du sperme depuis 60 ans).

On remarque également une augmentation de l'autisme et des troubles du comportement chez les enfants, en particulier aux États-Unis, où 1 enfant sur 5000 était diagnostiqué autiste en 1970, contre 1 sur 45 aujourd'hui.

Ces chiffres sont alarmants, mais ils le sont encore plus au regard du coût que ces pathologies font peser sur l'économie d'un pays : les perturbateurs endocriniens coûtent l'équivalent de 1,2% du PIB en France.

[Michèle RIVASI] Aujourd'hui 3 millions de personnes souffrent de problèmes thyroïdiens, et un tiers d'entre elles ne supportent pas la nouvelle version du Levothyrox ; il a d'ailleurs fallu des études indépendantes pour prouver la présence de nanoparticules dans cette nouvelle formule.

D'autres formes de problèmes sanitaires entrent en jeu, à l'exemple du *burn out*, du harcèlement et des maladies liées au travail.

Toutefois, de nouvelles technologies se développent pour contrer les maladies susmentionnées, comme le Lifi (Light Fidelity), une alternative au Wifi qui fonctionne à travers les ondes lumineuses (dont s'est équipée l'Élysée dans la recherche d'une protection totale de ses données).

Bien sûr, malgré ces problèmes évidents, c'est la loi des multinationales qui s'impose, car les Etats n'ont plus les moyens de les contrôler. C'est donc l'autocontrôle qui est la norme, autant dire pas de contrôle du tout. Dès lors, les normes OCDE sont mises en place par les industriels, et tout ceci rend la mobilisation citoyenne indispensable, en particulier au travers des pétitions, qui permettent ensuite de faire pression sur les représentants politiques, et de donner plus de légitimité à celles et ceux qui soutiennent ces combats.

[André CIOLELLA] C'est l'exemple de la charte des territoires sans perturbateurs endocriniens ; il est indispensable de mettre en place le critère d'éco-conditionnalité.

[Maria Pelletier] Cela répond au problème des monopoles, qui existe même au sein des coopératives et qui empêche le choix des produits.

[Jacqueline COLLARD] Là encore, ce sont les ONG qui doivent mettre en échec les grands groupes, dans la mesure où aujourd'hui le monde de la recherche se heurte à des campagnes de décrédibilisation. Les chercheurs de l'ANSES eux-mêmes appellent de leurs vœux un plus grand pouvoir pour les associations. En parallèle, il est nécessaire de mieux former les jeunes générations afin de développer leur capacité critique et ainsi laisser place à l'intelligence collective.

[Participant] On assiste à un échec de la mobilisation des citoyen.ne.s, il faut peut-être repenser les formes de sensibilisation, à l'exemple de la promotion de la santé par les pairs, qui évite le fonctionnement vertical habituel.



METTRE FIN à la **CRISE** sanitaire et environnementale



8

RESPONSABILITÉS

- perturbateurs endocriniens
- pollution
- pas de démocratie sanitaire
- absence de prévention
- publicité
- recherche du profit
- impunité
- action judiciaire difficile
- lobbies pharmaceutiques
- conflits d'intérêts
- pas de recherche indépendante
- auto-contrôle

- recherche indépendante
- partir des causes
- accès aux données
- recherche citoyenne

PROPOSITIONS D'ACTIONS

- démocratie sanitaire
- informations, boycott
- évaluation sanitaire citoyenne
- droit opposable à un environnement sain
- comités citoyens formés par des ONG
- autorité indépendante de santé publique
- représentation des ONG dans les lieux de décision
- réforme de la formation initiale
- solidarité
- santé environnementale
- sciences humaines
- prévention
- priorité prévention
- consultations préconceptionnelles
- éducation des parents
- formation / éducation
- médiatisation / prise de conscience

SIGNES DE LA CRISE

- diabète
- pathologies émergentes
- électrosensibilité
- maladies des jeunes enfants
- baisse de l'espérance de vie
- burn out
- hypersensibilité
- cancers
- Lévothyrox
- autisme
- maladies cardio-vasculaires
- maladies chroniques
- obésité

En conclusion, questionnements de l'animateur.

Cette crise sanitaire mondiale identifiée par l'OMS et les Nations Unies peut-elle être combattue en France ?

La formation des professionnels à ces enjeux, les différentes formes de démocratie sanitaire (recherche, évaluation, place donnée aux ONG...) sont-elles des réponses adaptées ? Comment les faire advenir ?

Ces dispositions sont-elles suffisantes pour parer à l'impuissance ou l'indifférence des autorités politiques ? Comment limiter le pouvoir d'influence des lobbies sanitaires sans diffuser une vision complotiste dans la société (exemple de la vaccination) ? Comment pacifier cet enjeu de la santé humaine qui devrait être un enjeu partagé par tou-te-s ?